



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE

**Prestation de contrôle technique pour la restauration
de la continuité écologique sur la rivière Moselle -
Ouvrage de franchissement piscicole au barrage
d'Argancy**

N° du CCAP : 41-2024-69

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CO 80062
54036 NANCY Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération.....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
3.4 - Cotraitance	4
3.5 - Sous-Traitance.....	5
4 - Missions.....	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	5
5.2 - Durée du contrat.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance	6
9 - Modalités de règlement des comptes	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement	6
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
10.1 - Présentation des livrables.....	8
10.2 - Modifications techniques.....	8
10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	8
11 - Développement durable.....	8
12 - Clauses environnementales	9
13 - Constatation de l'exécution des prestations de vérification.....	9
14 - Garantie des prestations.....	9
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
16 - Pénalités	9
16.1 - Pénalités de retard.....	9
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
18 - Résiliation du contrat.....	10
18.1 - Conditions de résiliation.....	10
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
19 - Règlement des litiges et langues.....	10
20 - Dérogations.....	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (CT).

Prestation de contrôle technique pour la restauration de la continuité écologique sur la rivière Moselle - Ouvrage de franchissement piscicole au barrage d'Argancy

L'objectif de l'opération est de réaliser un dispositif de montaison et de dévalaison permettant d'assurer la continuité écologique au droit du barrage d'Argancy. La mission du maître d'œuvre est complète "études et suivi des travaux" et devront intégrer les conclusions de toutes les réflexions et les études précédemment réalisées sans oublier les contraintes particulières inhérentes au site (foncières, réglementaires, géotechniques, liées à la navigation et à l'usine hydroélectrique).

Lieu(x) d'exécution :

L'étude concerne le site du barrage d'Argancy, situé sur la Moselle naturelle, sur la commune d'Argancy, dans le département de la Moselle et à 8 km en aval de la ville de Metz.

57640 Argancy

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Dans le cas d'un changement de responsable technique qualifié, il devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur afin que celui-ci soit agréé, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 5 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
P1	Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique
P2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
P3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
P4	Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception
P5	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 Mai 1999
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Voies navigables de France
 Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrages
 Service Opérationnel de Nancy
 Unité « Études et travaux neufs Grands Ouvrages Hydrauliques »
 169 rue de Newcastle
 CS 80062
 54036 NANCY CEDEX

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée le groupement d'entreprises BIEF / CARICAE qui a été retenu par VNF à l'issue d'un appel d'offres. Le maître d'œuvre a en charge les missions réglementaires suivantes :

Éléments normalisés de maîtrise d'œuvre :

- Etude préliminaire (EP)
- Etude Avant-Projet (AVP)
- Etudes de projet (PRO)
- Assistance au maître d'ouvrage pour la passation du marché de travaux (ACT)
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par la ou les entreprises ainsi que leur visa par le maître d'œuvre (VISA)
- Direction et suivi du marché de travaux (DET)
- Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

Eléments complémentaires

- Elaboration de cahier des charges pour des études complémentaires: MC1
- Evaluation environnementales et mesures pour réduction des impacts: MC2

A noter que les études d'exécution seront réalisées par les entreprises de travaux.

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.4 - Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements mentionnées supra, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

3.5 - Sous-Traitance

L'article R.2193-1 de la commande publique dispose que le titulaire d'un marché public (de services ou de travaux ainsi que de fournitures nécessitant des travaux de pose ou installation ou comprenant des prestations de service) peut, dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants à l'acheteur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

- Un formulaire DC4 (modèle joint et également disponible gratuitement sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) dûment complété mentionnant :
 - La nature des prestations sous-traitées ;
 - Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées.

4 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
F	Fonctionnement des installations

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 4 ans.

Durée prévisionnelle des travaux : La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est estimée à 2 ans

5.2 - Durée du contrat

L'exécution de chaque prestation débute à compter de la date fixée par ordre de service ou par décision.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG PI, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-4) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101404

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur.

10.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Le prestataire aura à produire un avis au Maître d'ouvrage portant sur des dossiers, et notamment des dossiers de maîtrise d'œuvre :

- dossier d'avant-projet (AVP)
- dossier de Projet (PRO) ;
- dossiers de Consultation des Entreprises (DCE);
- études d'exécution (EXE)

Les contrôles pourront aussi ne porter que sur des points très particuliers dans le cadre de l'élaboration d'un dossier : note de calcul, proposition de variante d'entreprise...

Les avis sur dossiers seront élaborés systématiquement en 2 temps :

- un avis provisoire sur une version provisoire;
- un avis définitif sur la version définitive.

Le contrôle est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels reconnus.

Les référentiels sont constitués notamment par :

- les textes législatifs et réglementaires ;
- la circulaire ministérielle 76-38 du 1er mars 1976 modifiée par la circulaire 95-86 du 6 novembre 1995 relative aux caractéristiques des Voies Navigables ;
- les fascicules du CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
- les textes techniques à caractère normatif suivants ;
- normes françaises homologuées ;
- règles et prescriptions techniques des DTU ;
- avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation ;
- les documents techniques du CETMEF.

Dans le cas d'une note de calcul, la vérification technique consiste a minima à vérifier la pertinence des méthodes utilisées et les ordres de grandeur des résultats.

La vérification technique d'un plan porte sur la cohérence du plan avec les documents techniques associés (données d'entrée, notes de calculs, notes d'études, plans généraux...) et sur le respect des normes, des règles de l'art, et des règles de sécurité.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Les rapports sont fournis sous format papier en quatre exemplaires (dont un reproductible) et sous format informatique compatible avec les outils informatiques du maître d'ouvrage (notamment lisibles par Open Office et les produits Microsoft).

Le titulaire devra remettre 4 exemplaire(s) de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

Chaque livrable devra être remis dans un délai de 20 jours.

10.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phases et missions du prestataire définie au CCAP.

11 - Développement durable

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que Voies navigables de France s'est lancé dans une démarche de respect de l'environnement (politique de développement durable de VNF et politique environnementale de la DT Nord-Est)

Aussi le titulaire devra donc s'attacher à vérifier que les études du MOE et notamment la mission MC 2 - Évaluations environnementales et mesures pour réduction des Impacts soient en cohérence avec le respect de l'environnement en général, et que toutes les dispositions réglementaires environnementales aient été envisagées et prescrites dans le cadre des travaux.

12 - Clauses environnementales

Selon la nature de l'intervention à réaliser, des enjeux écologiques ou paysagers attachés au site concerné et de l'importance des impacts générés, la réalisation des travaux est potentiellement soumise à différentes procédures réglementaires (loi sur l'eau, incidences Natura 2000, protection des sites et des paysages, protection des espèces et habitats...). Le MOE devra donc au préalable de bien identifier ces aspects et de valider auprès des services instructeurs les procédures associées et le contenu des documents à fournir.

Le prestataire aura la charge de vérifier et contrôler les dossiers réglementaires

Au titre de la police de l'eau et compte-tenu de l'obligation de résultat imposé par le classement, l'étude d'incidences produit par le MOE comprendra trois volets :

- Le projet
- La phase chantier
- La gestion et suivi du fonctionnement des dispositifs et aménagements

Le prestataire aura à tenir compte dans ses avis et observations sur la mission MC2 du MOE des contraintes, des mesures compensatoires, des précautions à prendre et toutes autres sujétions environnementales à mettre en œuvre.

13 - Constatation de l'exécution des prestations de vérification

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison.

14 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 10,0/100 de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0/100 du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG PI.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles